

[Text]

not be honest to say that PCBs are not dangerous. They are dangerous. It is a very dangerous and toxic substance, but not in all circumstances. So we had to inform people. I think this was very helpful, because we provided a lot of advice and support to the Quebec government and we tried to speak out as much as we could but without of course raising more concern. I feel that when you speak reasonably to people and when you refer to facts, to objectives and raw information, you can inject rationality into the debate. This was very helpful. It means that we must rely more and more on science and more and more on direct communication, credible communication, with the involved people.

The second thing we learned is that the solution to the PCB problem is destruction, that we cannot go on like this. We are storing PCBs all over the country. It can be done for a few years under proper conditions, but at a certain point in time we must destroy them. This will be one of the main items under discussion at the Charlottetown meeting of the federal and provincial Ministers of the Environment in mid-October a few weeks from now, and we will enhance the destruction program. We will examine with the provinces more efficient ways to destroy PCBs.

I do not reject the hypothesis of cement kilns, for example. It is an option we must keep in mind as providing us with cheap and easy ways to destroy liquid PCBs, not solid PCBs. It is a new way to reach the communities, because the cement kilns are already there. The main point is that you have a better chance to convince people to accept the site of an incinerator close to their home if you burn their own PCBs. That is why you must have something mobile.

The last thing I want to say about PCBs is that we all felt humiliated as Canadians this summer when we saw those PCBs going to and fro across the ocean. It was bad press for us. This does not fit the image of Canada. We must avoid those humiliating experiences. I think we must reduce to the minimum any export of toxic waste to foreign countries, because it is not acceptable to do that.

Mr. Fulton: Hear, hear, 100%.

Mr. Bouchard: We must destroy our own PCBs, our own toxic wastes, and deal with them. This being said, we must admit that there are certain circumstances. For example, Ontario is exporting wastes to the United States to be destroyed there, because it is less dangerous. The distances are short. They just cross the border to be destroyed. So there are circumstances where you can admit it, but it is not a principle. The principle must be to deal with our own toxic wastes.

[Translation]

ne serait pas honnête de dire que les BPC ne sont pas dangereux. Ils le sont. Il s'agit d'une substance toxique très dangereuse, mais pas dans tous les cas. Nous devons donc informer la population. Tout cela a été très utile, parce que nous avons conseillé et appuyé le gouvernement du Québec, en donnant le plus d'informations possibles, mais sans pour autant susciter plus d'inquiétudes. Je pense que lorsqu'on parle de façon raisonnable et qu'on mentionne des faits, des objectifs et des renseignements concrets, on ajoute une certaine rationalité dans le débat. Tout cela nous a été très utile. Nous en avons conclu que nous devons nous fier de plus en plus à la science et à la communication directe, à la communication crédible, avec les personnes intéressées.

Deuxièmement, nous avons appris que la solution au problème des BPC est leur destruction, car nous ne pouvons pas continuer ainsi. Nous sommes en train d'entreposer des BPC dans tout le pays. On peut le faire pendant quelques années dans des conditions appropriées, mais à un certain moment, on doit les détruire. Ce sera l'un des principaux sujets à l'ordre du jour de la réunion des ministres fédéral et provinciaux de l'Environnement à Charlottetown à la mi-octobre, et nous allons mettre davantage l'accent sur le programme de destruction. Nous allons examiner avec les provinces des façons plus efficaces de détruire les BPC.

Je ne rejette pas l'hypothèse des fours à ciment, par exemple. C'est une option que nous devons considérer, car elle fournit un moyen facile et peu coûteux de détruire les BPC liquides, mais pas les BPC solides. C'est une nouvelle façon de répondre aux inquiétudes des populations locales, car les fours à ciment existent déjà. Il sera probablement plus facile de convaincre les gens d'accepter qu'un incinérateur soit près de chez eux si l'on y brûle leurs propres BPC. C'est pourquoi il faut aussi de l'équipement mobile.

Je tiens à dire en terminant que nous nous sommes tous sentis humiliés, en tant que Canadiens, par cette histoire des BPC cet été, en les voyant traverser l'océan de part et d'autre. C'était de la mauvaise publicité pour nous. Cela ne correspond pas à l'image du Canada. Nous devons éviter ces expériences humiliantes. Je pense que nous devons ramener au minimum les exportations de déchets toxiques vers d'autres pays, car ce n'est pas une solution acceptable.

M. Fulton: Il faut en effet les éliminer complètement.

M. Bouchard: Nous devons détruire nous-mêmes nos BPC et nos autres déchets toxiques, ou du moins nous devons les évacuer nous-mêmes. Malgré tout, il faut admettre qu'il y a certaines exceptions. L'Ontario, par exemple, exporte des déchets aux États-Unis, où ils seront détruits, car c'est moins dangereux. Les distances sont plutôt courtes, il s'agit simplement de leur faire traverser la frontière pour les faire détruire de l'autre côté. Il y a donc des circonstances où nous pouvons l'admettre, mais ce n'est pas un principe. Nous devons avoir pour principe de nous occuper nous-mêmes de nos déchets toxiques.